



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

## **ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE – PARC ZOOLOGIQUE  
D'AMIENS à AMIENS**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et suivants, L512-1 à 13, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2018-251 du 6 avril 2018 relatif à l'utilisation d'un téléservice devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs et portant autres dispositions ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, dont la rubrique 2171 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 mars 2023 à la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE, dont le siège social est situé 101 rue du Faubourg de Hem, 80 000 AMIENS, pour l'exploitation d'un établissement de présentation au public d'animaux vivants d'espèces non domestiques (parc zoologique d'Amiens Métropole) sur la commune d'AMIENS (80 000), parcelles cadastrées section BC n° 79, 80, 91, 92, 93,135 et section XP n° 37 et 38 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature de M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2024, relatif au contrôle effectué le 28 juin 2024 au sein des installations PARC ZOOLOGIQUE d'AMIENS de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE situés à AMIENS (80 000), transmis à l'exploitant par courrier du 31 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier du 31 juillet 2024 adressé à PARC ZOOLOGIQUE d'AMIENS de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE relatif à la procédure contradictoire avant signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure l'enjoignant à respecter les prescriptions applicables à son installation classée soumise à autorisation, et reçu par l'exploitant le 1<sup>er</sup> août 2024 ;

**Vu** la réponse de l'exploitant du 11 août 2024 relative à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**Considérant ce qui suit :**

1. l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté lors de sa visite du 28 juin 2024, au sein du site de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE – PARC ZOOLOGIQUE D'AMIENS à AMIENS, les faits suivants :

- l'absence de dispositif de mesures totaliseurs de la quantité d'eau prélevée sur les prises d'eau alimentant le site à partir de la Haute Selle et de la Basse Selle ;
- l'absence de réalisation des mesures de débits horaires (journalier et annuel) sur les différentes prises d'eau du site ;
- l'absence de réalisation des analyses sur les eaux résiduaires avant rejet dans le milieu et dans le réseau d'assainissement AEP d'Amiens (pH, MES, DCO, DBO5, azote total et phosphore total).

2. Ainsi, à la date de l'inspection précitée, la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE pour son site PARC ZOOLOGIQUE D'AMIENS à AMIENS ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation en date du 23 mars 2023, et notamment les articles 11.1.1, 11.1.3 et 11.3.6 ;

3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier à la protection de l'environnement ;

4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE pour son site PARC ZOOLOGIQUE D'AMIENS de respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 sus-visé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et notamment la protection de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

# **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1.- OBJET**

La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLÉ, ci-après nommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations PARC ZOOLOGIQUE D'AMIENS situées au 101 rue du faubourg de Hem à AMIENS (80 000).

## **ARTICLE 2.- VALEUR LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES AVANT REJET**

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 11.3.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 sus-visé, et notamment :

- de procéder à la réalisation des analyses du rejet prescrite à l'article 11.3.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 sus-visé.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai précité, les justificatifs de remise en conformité prévus au présent article.

## **ARTICLE 3.- ORIGINE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU**

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles 11.1.1 et 11.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 sus-visé, et notamment :

- d'équiper l'ensemble des ouvrages de prélèvement d'eau de toutes origines d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée ;
- de relever les mesures de débits horaires (journalier et annuel) sur les différentes prises d'eau du site et de mettre en place un registre de ces relevés.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, à l'issue du délai précité, les justificatifs de remise en conformité prévus au présent article.

## **ARTICLE 4.- SANCTIONS**

Dans le cas où les obligations prévues aux articles précédents ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5.- PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de 2 mois.

#### **ARTICLE 6.- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80 000 Amiens), dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 7.- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme, l'inspection des installations classées et tout agents qualifiés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION D'AMIENS MÉTROPOLE.

Amiens, le **27 DEC. 2024**  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD